

## Si les maires commencent à prendre des arrêtés contre l'épandage de phytos...

© 21/05/2019 | Céline Clément • Terre-net Média

Où va-t-on si les communes prennent des arrêtés interdisant d'épandre des produits phytos à proximité des habitations ?, semblent penser les agriculteurs lecteurs de Terre-net en apprenant qu'une telle décision vient d'être prise samedi dernier par le maire d'un petit village breton. Les exploitants agricoles n'ont vraiment plus personne pour les défendre, si même les élus ruraux font de l'agribashing...



« C'est sûr, il vaut mieux des **friches** **autour des habitations** avec des ronces, des genets, des chardons... », ironise *steph72*.  
(©Damian Gretka, Fotolia // Création Terre-net Média)

**hub** : « Quelle belle opportunité pour ces agriculteurs, ils découvriront qu'on peut faire **sans phytos** !! »

Extraits des commentaires de l'article : [Produits phytosanitaires – Le maire d'une commune bretonne interdit leur utilisation près des habitations](#)

### « Une bonne décision » pour les anti-phytos... Et l'occasion de faire de l'agribashing

**abeille** : « À faire dans toutes les communes, mais je crois que trop de maires sont de **gros céréaliers** et se foutent bien de la vie des **riverains des parcelles traitées**. Par contre, devant chez eux, c'est de l'herbe ! Au moins, certains maires ont le courage de prendre les bonnes décisions !! (...) Si les céréaliers n'évoluent pas un peu, l'**agribashing** risque de faire toujours plus mal ! »

N.B. : S'ensuivent les éternelles critiques lancées régulièrement dans les commentaires contre les céréaliers et leur soit-disant propension à « arroser » allègrement leurs champs pour booster les rendements et « faire la course à celui qui produira le plus et avalera le plus d'hectares ». Figurent également parmi les réactions, les attaques, tout aussi régulières, contre les produits phytos en général et les injonctions à convertir tous les agriculteurs au bio. Entendues à de multiples reprises, et ne contenant pas d'argument nouveau, certains avancés étant même stériles, elles ne seront donc pas reprises ici.

### Interdire les pesticides dans les maisons et l'épandage des boues d'épuration

**jglespinasse** : « Le maire de cette commune devrait aussi **interdire les pesticides** à l'intérieur des maisons, dans les jardins, sur les animaux domestiques, etc. ! »

**steph72** : « C'est sûr, il vaut mieux des **friches autour des habitations** avec des ronces, des genets, des chardons... »

**ieovxc** : « Moi je dirais à ce maire que nous, agriculteurs, n'épandront plus les **boues de sa station d'épuration** sur nos champs et que les éleveurs feront pâturer leurs vaches autour des maisons. Comme ça, **les habitants se plaindront des mouches et des odeurs**, et il pourra prendre un arrêté pour interdire le pâturage à 150 m des habitations ! Pauvre France !! »

Lire aussi le Paroles de lecteurs : [Vous aussi, vous vous mobilisez pour soutenir l'agriculteur condamné à déménager](#)

**Olmer** : « (...) Ces boues sont remplies de pesticides, d'antibiotiques, d'hormones féminines et de métaux lourds ! Merci les citadins de **polluer les terres agricoles** !! Tous les agriculteurs devraient refuser ces épandages !!! »

# Mais aussi les antennes-relais, les voitures et les produits importés bourrés de phytos

**Drd** : « Je lui conseille vivement d'interdire à tous ses administrés, qui travaillent à Rennes, de s'y rendre en véhicule motorisé. »

**steph72** : « Pourquoi les maires ne prennent-ils pas des arrêtés pour interdire les **antennes-relais près des écoles** ? C'est vrai qu'il vaut mieux s'attaquer à une catégorie professionnelle en voie de disparition qu'au lobby des Télécoms !! »

Voir également le Paroles de lecteurs : [Vent debout contre les éoliennes](#)

**maxens** : « J'ajouterais qu'il devrait plutôt mettre un cordon sanitaire autour de son village et **interdire l'entrée de tout produit alimentaire importé contenant des pesticides**, y compris ceux qui se trouvent dans le coffre de voiture des habitants de sa commune quand ils reviennent du supermarché. Bien sûr, il ne le fera pas, tout n'est qu'hypocrisie... »

## Ou alors indemniser les exploitants

**erick28** : « Par **principe de précaution**, le maire a-t-il prévu un budget afin d'indemniser les agriculteurs, qui ont subi des pertes financières suite à cette interdiction ? Ce n'est pas la santé humaine qui est en danger ici mais celle des exploitations, et plus largement de l'agriculture française si ce genre d'arrêté se multiplie... (...) »

Retrouvez, sur le même sujet, le Paroles de lecteurs : [Les agriculteurs ne paieront pas la dépollution des cours d'eau](#)

**The germs** : « Ce maire aurait très bien pu impliquer les agriculteurs dans son action en les exonérant d'impôts fonciers sur ces surfaces par exemple, même si c'est symbolique. Au lieu de ça, il préfère la facilité et se faire passer pour le plus grand pourfendeur de la terre parce qu'il a signé un arrêté municipal. Pourquoi n'en prend-il pas un autre pour interdire les **chaudières au fioul, classées cancérigènes** ? Ce n'est qu'un **populiste écologiste**. Les agriculteurs sont, pour lui, un fond de commerce comme les "étrangers" pour l'extrême droite. »

## « Faire-valoir politique » et stigmatisation des agris !

**NH 17** : « Les **produits phytos** ont tous une **autorisation de mise sur le marché**. L'arrêté de ce maire n'a donc aucune valeur, il est même attaquant devant un tribunal. »

**The germs** : « Une nouvelle preuve que cette histoire de pesticides est un faire-valoir politique, plus qu'une question de santé publique : s'ils sont si nocifs que cela, il faut les interdire totalement, pas seulement à 100 m des maisons... (...) Le **problème des pesticides**, on peut le régler autrement que par un arrêté et des formulaires types de dénonciation, comme le propose ce maire. D'ailleurs, je suis sûr qu'il n'y a pas de formulaire type pour dénoncer un conducteur dangereux par exemple. En plus, tout au long de l'article, il n'est fait allusion qu'aux agriculteurs... À ces méthodes extrémistes, je préfère la concertation et le dialogue. Demain, quand il n'y aura plus de pesticides, ce maire trouvera une autre excuse pour **stigmatiser les exploitants agricoles**. »